Vendredi

6 octobre 1995 n° 259 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

l'homme aux promesses de vent

A-t-on déjà vu un pouvoir se renier à ce point, revenir le mardi sur ce qu'il a dit le lundi, se moquer non seulement de ses électeurs, mais aussi de notre système républicain, en foulant aux pieds l'ensemble de ses promesses. Il y a moins de trois mois, M. Chirac proclamait qu'il baisserait les impôts. C'était un engagement dont on mesure aujourd'hui les limites, pour ne pas dire la rouerie. Après la ponction de printemps, voici la purge d'automne. Non seulement les prélèvements obligatoires vont battre un record quantitatif historique, mais c'est toute la gamme de l'impôt qui va être sollicitée dans une véritable symphonie fiscale mêlant la TVA, la TIPP, la taxe professionnelle, le tabac, les alcools alors même qu'on veut revenir sur la loi Evin, l'ISF et bientôt la CSG. Amplifiés par les dangereux effets d'annonce du nouveau ministre des Finances, à qui M. Juppé médite déjà de réserver le sort de l'ancien, c'est plus de 90 milliards qui vont être injustement prélevés sur les ménages.

Autre promesse, M. Chirac allait réduire les déficits publics. Il n'en est rien. C'est le moins que l'on puisse dire. Il serait fastidieux de reprendre toutes les manipulations comptables qui permettent d'afficher un déficit en baisse d'une trentaine de milliards mais qui ne masquent pas le fait que le besoin total de financement des administrations sera hélas supérieur à [illegible] milliards de francs et que la dette publique que M. Balladur a augmentée de 1 000 milliards en deux ans poursuit son inexorable progression, ou bien encore que, pour son cinquantenaire célébré en grandes pompes à la Sorbonne, jamais la Sécurité sociale n'a été aussi menacée.

Enfin M. Chirac allait réduire la fracture sociale et déclarait naguère urbi et orbi que la feuille de paye n'est pas l'ennemie de l'emploi. Il semble que celle des fonctionnaires soit pour lui d'un genre particulier, puisque le gouvernement n'hésite pas à la mettre en cause, provoquant la juste colère des agents publics qui ont déclenché une journée d'action et de grève, le 10 octobre, à laquelle le PS s'est immédiatement associé. C'est maintenant qu'il faut défendre les salaires et le pouvoir d'achat, promouvoir la réduction de la durée du temps de travail et lutter contre la précarisation des emplois dans la fonction publique. Sans cela, à terme, c'est le service public qui disparaîtra.

Henri Emmanuelli



GRÈVE DES AILES

Entre comptabilité et libertés sociales, la direction d'Air France a fait son choix. Pour la première fois, une entreprise publique critique les arrêts de travail de ses salariés à grand renfort de publicité. Une première ou une dernière ? p. 2

LE PORTUGAL DÉSENSABLÉ

Il parle juste. Il parle clair. Il parle vrai. Il s'appelle Antonio Gutterres. Il est européen et socialiste. C'est le nouveau Premier ministre du Portugal. p. 6

LE DEBRÉ ZÉRO DE LA POLITIQUE

Le ministre de l'Intérieur peut-il impunément multiplier déclarations à l'emporte-pièce et dérapages incontrôlés, alors que la conduite de l'enquête sur les récents attentats ont montré ses insuffisances ? p. 3

CYCLO-CHI-MINH

1975, les Bo-doï enfoncent les portes du palais présidentiel. 1995, les Américains franchissent les portes des hôtels. Pour le cinéaste Tran Anh Hung, le Viêt-Nam se débat encore entre oncle Ho et oncle Sam. p. 10

ISSN 0995-0583

Fondation Jean Jaurès

La semaine de toutes les

DES BLINDÉS AU FEU ROUGE

Branle-bas de combat au ministère des Armées qui, dans son dernier bulletin officiel, autorise les préfets à réquisitionner directement les blindés pour des opérations de maintien de l'ordre public sur le territoire national. Une sorte de force de réaction rapide made in France. Grévistes, attention... Mais au fait, les blindés devront-ils, eux aussi, respecter les feux rouges ?

EAUX TROUBLES

Le procureur Bertrand Charpentier a réclamé quatre à cinq années de prison, cinq ans d'inéligibilité et une amende de 500.000 F contre l'ancien maire de Grenoble Alain Carignon pour corruption présumée dans l'affaire de la concession du service de l'eau de la ville à la Lyonnaise des Eaux. Le renflouement du magazine "Dauphiné News" -pour plus de 5 millions de francs- a été une des contreparties versées par la Lyonnaise. Le pire reste à venir, même si Alain Carignon tente d'imposer aux juges sa propre définition de l'enrichissement personnel.

LA GAUCHE MAJORITAIRE

Jean-Marc Ayrault, député-maire socialiste de Nantes, a été élu, jeudi 28 septembre, président de l'Association des maires des grandes villes de France. Jean-Pierre Sueur et Jean-Marie Bockel le seconderont à la vice-présidence de l'Association dans laquelle les maires de gauche sont majoritaires.

Alors que les socialistes fêtent une nouvelle victoire aux élections législatives portugaises, les députés français rejoignent les bancs d'une Assemblée nationale aux pouvoirs affaiblis. Une rentrée parlementaire houleuse pour Alain Juppé et son gouvernement.

La semaine dernière, les Socialistes français se réjouissaient de leurs succès électoraux partiels aux sénatoriales, aux cantonales, dans une législative. Cette semaine, ils se réjouissent très profondément du succès de leurs amis socialistes portugais. Cette victoire électorale, outre qu'elle conforte la démocratie au Portugal par une nouvelle alternance démocratique, sonne comme un démenti cinglant pour tous ceux qui annoncent que le socialisme serait une idée dépassée en Europe et un projet sans avenir. Le socialisme, en Europe, reste la seule alternative au conservatisme.

Cette réjouissance est intervenue au moment du deuxième tir nucléaire français.

Chirac obstiné

Cette campagne d'essais nucléaires s'égrène comme une longue lamentation de la communauté internationale et les réactions à ce deuxième tir ne sont pas plus réjouissantes que celles recueillies lors du premier.



M. Chirac s'englue dans l'erreur et s'enferme dans son obstination. Avec des centaines d'associations, de syndicats, de partis politiques, avec toute la communauté internationale et surtout avec une majorité de Français, nous demandons l'arrêt de cette campagne qui n'apporte rien à la France, si ce n'est la preuve que son président est obstinément prisonnier du lobby militaro-industriel. Ce n'est pas un titre de gloire.

Quand la paix progresse entre Israël et la Palestine et dans l'ex-Yougoslavie, M. Chirac manifeste son arrogance à la face du monde. Cherchez l'erreur.

En France c'est la rentrée parle-

Dessine-moi un syndicat

Un ciel trop bleu que traversent des nuages. Un fils de pub martelant des évidences (mieux vaut vivre que mourir ! sic) d'une voix tantôt autoritaro-démonstrative tantôt érotico-rassurante. Un avion qui prend lourdement un envol plus grandiloquent que symbolique. Le combat entre l'agence de communication pour gros budgets, RSCG, et le Bureau international du travail paraissait perdu d'avance. En confiant aux amis de M. Goudard, publiciste attitré de Jacques Chirac, la réalisation d'un spot condamnant la grève d'une partie de son personnel, Air France s'est pourtant trompé. Pour avoir confondu les grandes réformes, en attendant les grands profits, et les grands principes, pour avoir dans une période où elle prétend à la rigueur financière mélangé l'argent du client et celui du contribuable pour se payer cet espace de dénonciation médiocre et vindicative de ses agents, pour avoir porté atteinte à une liberté constitutionnelle, de façon certes audiovisuelle et sophistiquée, ce qui à tout prendre vaut mieux que par le truchement des gros bras d'une société de gardiennage, la compagnie nationale a perdu son âme. Outre les foudres d'une euphémique protestation du CSA, elle n'y a rien gagné d'autre que de ressouder le front syndical au sein de l'entreprise et de provoquer un élan de sympathie vers des salariés que trop d'attentes dans les aéroports et de vacances gâchées n'avaient pas rendu populaires.

La question n'est pas de savoir si Christian Blanc est un jaune, si une entreprise publique se dirige comme un proconsulat d'Outre-Mer et s'il est bien intelligent à long terme de jouer les damnés du tarmac contre les seigneurs du cockpit. Cette tactique n'est pas nouvelle. Le PDG d'Air France par un étonnant référendum plébiscitaire, avait déjà obtenu 80 % d'approbation de sa politique voici quelques mois. Les généraux romains n'en obtenaient pas moins de leurs légions lorsqu'elles frappaient du glaive sur leur bouclier pour les saluer. Pratiques d'une autre époque ou d'autres pays, les socialistes les avaient condamnées en leur temps. Pour autant, il n'est pas davantage question de remettre en cause la nécessaire adaptation à la concurrence internationale des ailes françaises, trop souvent, trop longtemps, gérées en dépit du bon sens. Renouvelée, capable et compétente, l'actuelle direction d'Air France paraît dotée de la vision industrielle et commerciale qui manquait à ses prédécesseurs. Qu'elle n'en oublie pas pour autant la dimension sociale et psychologique de sa mission. On ne gère pas tout à fait de la même façon des hommes et des Airbus. Voici un an, Air France avait produit une superbe campagne de promotion s'inspirant du petit prince de Saint Ex. Alors dis, Monsieur le PDG, s'il te plaît, dessine-moi un syndicat...

Marc-Antoine Muret

Vendredi - 10, rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 01 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77,92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61)- ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-57) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - CRÉDIT PHOTO : p.7, M.O Echegut ; p.10 L.Tremolet - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - Ce numéro a été tiré à 110 500 exemplaires.

erreurs

mentaire avec, après la révision constitutionnelle, une session parlementaire unique de neuf mois. Avec un parlement affaibli par les nouveaux pouvoirs conférés au président de la République qui, sur tous les sujets, peut en appeler à la consultation du peuple par dessus l'Assemblée nationale. On ne pouvait pas mieux faire pour en limiter les droits.

Un parlement discrédité aussi par le fait qu'une majorité de droite écrasante, issue au scrutin de 93, est en parfait décalage, pour ne pas dire en contradiction, avec la situation électorale d'aujourd'hui et l'état de l'opinion.

Un parlement doublement affaibli qui devait débattre sur la Sécurité sociale, tôt ou tard, s'il n'y avait eu un nouveau et grave cafouillage dans le travail gouvernemental. Le Premier ministre annonçait, depuis trois mois, qu'il y aurait un grand débat national sur la Sécurité sociale avant toute décision et le ministre de l'Economie et des Finances vient déjà de le trancher en annonçant un grand emprunt et une hausse des cotisations vieillesse. Cela prouve bien que, comme les socialistes et les nombreuses organisations syndicales l'avaient supposé, ce grand débat n'est qu'un rideau de fumée. Profitons-en pour expliquer au ministre de l'Economie que lancer un emprunt c'est accroître la dette. Il ne le sait peut-être pas, lui qui crie tout bout de champ que la priorité doit être donnée à la lutte contre les déficits...

Cafouillage gouvernemental

Au même moment, l'enquête sur les attentats terroristes a été ponctuée par la mort de Khaled Kelkal.

On ne s'attardera pas sur le nouveau cafouillage gouvernemental, M. Toubon ayant démenti M. Debré qui s'était précipité pour affirmer que ce jeune de Vaulx-en-Velin était sans doute à la base de "la plupart des attentats de cet été"... Non, on retiendra surtout les commentaires sur l'origine sociale et urbaine de ces jeunes.

S'il apparaît que des jeunes des quartiers dégradés de nos villes sont ainsi manipulés par des groupes extrémistes d'intégristes, cela signifie d'abord qu'il faut rechercher et trouver les manipulateurs, mais aussi qu'il y a urgence à agir dans nos banlieues pour que toute cette jeunesse ne soit pas ainsi disponible.

Le ridicule ne tue pas



Ils étaient 800, il était seul et il est mort. Dommage, pour l'enquête. Khaled Kelkal a perdu. Des jeunes banlieusards, des perdants eux-aussi, se sont révoltés contre sa mort. Mais on ne peut pour autant défendre un "terroriste", fut-il jeune délinquant, un manipulateur manipulé capable de faire sauter un TGV avec du matériel acheté dans une grande surface.

Le traitement journalistique de l'enquête sur les attentats intégristes en général et sur la mort de Khaled Kelkal en particulier est délicat. Il faut, une nouvelle fois, prendre la plume avec des pincettes, ne pas gêner le bon déroulement des investigations policières, ne pas se faire le relais involontaire de la propagande terroriste, ou pire encore, l'avocat "vergésiste" d'un cruel "fils du FIS". Mais il est toutefois regrettable que nos plus adroites gâchettes aient été, dans le feu de l'action et en direct sur FR2 après Studio Gabriel, contraints d'abattre "notre" ennemi public numéro 1. Le silence du défunt prive aujourd'hui l'enquête de son plus précieux témoignage, le peuple de son procès et offre aux intégristes la statue d'un nouveau martyr.

La mort saisit le vif et Jean-Louis Debré, premier flic de France, en se faisant, sans plus de formalités, l'héritier du non-témoignage du "délinquant-terroriste" a commis une nouvelle bavure verbale. Le citoyen n'attend pas du maître de la cité qu'il parle plus vite que son ombre ou qu'il s'emballe à la première détonation en déballant, sous les feux des caméras, des discours d'anticipation. Déontologie policière oblige, l'inspecteur Debré ne pouvait, avant fermeture définitive de l'enquête, mettre tous les œufs terroristes dans la même cocotte-minute.

Les absents ont toujours tort, ce mort-là aussi, mais on aurait bien voulu l'entendre le dire. Que doit faire la police ? Peut-être lancer un nouvel avis de recherche pour retrouver un ministre de l'Intérieur digne de la fonction.

Debré sauvé des mots? Fort heureusement, le ridicule ne tue pas...

> **"Agir efficacement pour l'intégration de tous les jeunes, c'est aussi une bonne manière de lutter contre la violence terroriste"**

Faire la guerre aux manipulateurs terroristes est l'affaire des services spécialisés. Mais on s'aperçoit aussi qu'agir efficacement pour l'intégration de tous les jeunes c'est aussi une bonne manière de lutter contre la violence terroriste, en la privant de tout terrain fertile. Et ça, c'est une grande ambition politique qui ne se résume pas à quelques slogans sans effets véritables.

L'abandon de la politique de la ville peut aussi avoir des effets désastreux.

Quant à M. Toubon, il joue au jeu des 7 erreurs.

Chaque jour qui passe, chaque déclaration du garde des Sceaux nous amène un nouveau lot d'erreurs :

- il paraît que le Parquet, saisi par une association de contribuables parisiens, réfléchirait actuellement à la situation locative du Premier ministre, et le ministre de la Justice déclare "Attendons la décision du Parquet mais on ne voit pas comment il pourrait ne pas classer l'affaire." C'est une ingérence stupéfiante... Première erreur du jour, cinquième de la semaine.

- il apparaît ensuite que le Garde des Sceaux a osé un parallèle savoureux et stupéfiant entre la situation locative du Premier ministre et les appartements de fonction de la République. Alors de deux choses l'une :

- ou bien les appartements de fonction sont chose moralement choquante et l'on suppose que le Garde des Sceaux va demander à tous ses collègues de quitter les leurs,

- ou bien, surtout, il considère que le logement parisien de M. Juppé était un appartement de fonction lié aux fonctions d'élu parisien et M. Juppé n'étant plus élu parisien, il va lui demander de le quitter... Deuxième erreur du jour, sixième de la semaine.

- Il paraît, surtout, que le Garde des Sceaux, élu parisien depuis longtemps, n'a toujours pas fait son autocritique sur le système opaque et inique d'attribution des logements de la Ville de Paris.

C'est le fond du problème, le seul qui nous intéresse... Troisième erreur du jour, septième de la semaine.

La semaine prochaine, elle, sera marquée par deux dates importantes : le 9, nous votons dans nos sections pour renouveler le PS, le 10, il y a la grève générale des fonctionnaires. Le 9, il faut préparer le 10 ! Oui, le 9, il faut renouveler le Parti socialiste. Mais ça n'est pas un but en soi. Il faut le renouveler pour mieux parler à la société française toute entière. Et notamment aux fonctionnaires en grève.

Jean Glavany.

CQFD

«Salauds d'pauvres»

On peut être Premier ministre de la France et, comme tout un chacun, perdre parfois une bonne occasion de se taire. Ainsi, par exemple, Alain Juppé décida-t-il la semaine dernière de partir en chasse contre, on le cite, "les abus, les gaspillages" et "cette forme insupportable d'injustice que sont la triche ou le détournement de procédures". Car hormis ce qu'il y a d'indécent à évoquer "la triche"... des autres lorsqu'on est soi-même coupable d'indélicatesse -voir l'avis rendu par le SCPC à propos de l'appartement attribué par la ville de Paris à son fils-, Juppé, une fois de plus, vient de montrer sa véritable nature.

En visant en effet les faux chômeurs, les faux-Rmistes, les travailleurs au noir et les immigrés clandestins, le Premier ministre, en réalité, n'a cherché qu'à caresser dans le sens du poil la frange la plus réactionnaire de "son" électorat, traditionnellement hostile aux aides sociales.

C'est d'autant plus patent qu'il s'est parallèlement bien gardé de faire allusion aux fraudeurs à l'impôt, "population" faisant partie de son fonds de commerce électoral puisqu'il faut, par définition, disposer de revenus décents pour être de nos jours soumis à l'assiette dans notre pays.

Oui, cette mise à l'index est d'autant plus inique que les chiffres, fournis par l'un des députés -Charles de Courson (CDS)- chargé de la mission anti-fraude mise sur pied par Juppé, montrent que si le montant de la fraude des faux chômeurs s'évalue environ à 1 milliard de Francs, "la triche" sur l'impôt en coûte, elle, annuellement entre 15 et 20 milliards à l'Etat ! Bref, c'est un peu comme si Juppé reprenait à son compte une réplique de Michel Audiard dans la bouche de Gabin : "salauds d'pauvres !"

Patrick Lemoine

RENTRÉE SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Derrière le rideau de fumée

L'Éducation nationale n'est plus une priorité pour le gouvernement. Le projet de budget 96 vient contredire les bonnes intentions affichées dans le " nouveau contrat pour l'école"



François Bayrou a toujours du culot à revendre. Après sa spectaculaire volte-face au sujet du référendum, il n'hésite pas, dans une longue interview accordée au «Monde de l'Education» de septembre 1995, à déclarer : «Il s'agit de faire mesurer par tout le monde combien, en période de crise économique et de déchirure sociale, l'école est en réalité la première réponse, et parfois la seule que l'on puisse apporter. »

On serait tenté d'applaudir des deux mains si la réalité des moyens accordés à l'Education nationale par l'Etat ne venait contredire ce chapelet de bonnes intentions.

Les exemples se multiplient avec l'abandon de la priorité accordée à l'Education nationale, et ce n'est pas la pseudo-loi de programmation du «nouveau contrat pour l'école» (NCPE) qui permettra de répondre aux besoins du système éducatif, notamment dans les zones défavorisées et dans l'enseignement supérieur.

D'autant plus que le collectif budgétaire de juin dernier a notamment annulé 8 % sur les dépenses pédagogiques et les subventions de fonctionnement, 10 % sur la formation des enseignants, 10 % sur les actions pédagogiques dans le primaire !

Il est vrai qu'il est bien plus simple de mettre en place la commission Fauroux chargée de préparer le référendum promis par Jacques Chirac que de doter l'Education nationale des moyens qui lui sont nécessaires.

Prenons quelques exemples de ce «rideau de fumée» :

En zones urbaines, on voit un nombre encore important de classes maternelles à 30 élèves, voire plus, et des exemples nombreux de fermetures de classes, notamment en ZEP. On est encore bien loin des 25 élèves par classe en ZEP instaurés par le NCPE.

Dans le même temps, en application du moratoire sur les zones rurales, 300 écoles à classe unique sont maintenues sans qu'aucun poste d'instituteur n'ait été créé sur les deux derniers budgets de l'Education nationale. Sans compter les enfants qui n'ont pu être accueillis en maternelle, faute de places (notamment en Seine-Saint-Denis, à Paris).

c'est d'autant plus scandaleux que près de 15 000 maîtres auxiliaires se retrouvent actuellement au chômage

Certes, a débuté, dès cette rentrée, l'initiation généralisée aux langues vivantes (quinze minutes quotidiennes dès le CE1). Mais les principaux syndicats enseignants appellent au boycottage de la généralisation de cette mesure, faute de matériel et de formation des enseignants pour l'appliquer correctement.

Le gouvernement utilise la très légère baisse des effectifs dans le secondaire pour justifier la faiblesse des créations de postes d'enseignants, de personnels éducatifs et d'ATOS, constatée depuis deux ans.

L'engagement d'Edouard Balladur, et de François Bayrou, inscrit dans le NCPE, de mettre à profit cette baisse démographique pour améliorer les taux d'encadrement et les conditions d'études et de travail dans les établissements scolaires, n'est pas honoré.

C'est d'autant plus scandaleux que près de 15 000 maîtres auxiliaires se retrouvent actuellement au chômage. On est loin des déclarations du président de la République et du Premier ministre sur la soi-disant priorité accordée à la lutte pour l'emploi !

L'auxiliariat s'est développé, en raison des explosions démographiques scolaires, depuis les années 1950 jusqu'aux années 1980. C'est en 1982 qu'un plan massif d'intégration a été lancé, qui a permis de passer de 50 000 à 20 000 maîtres auxiliaires dans le second degré.

A partir de 1988, la crise du recrutement entraîne à nouveau un recours important aux maîtres auxiliaires. Leur nombre augmente pour atteindre aujourd'hui plus de 35 000. Dans le même temps, le recrutement des titulaires s'améliore.

De fait, le recours aux maîtres auxiliaires diminue depuis deux ans et nombre d'entre eux ne sont plus réemployés. Ainsi, ce sont actuellement plus de 15 000 maîtres auxiliaires qui se retrouvent sans emploi, alors que bon nombre d'entre eux ont enseigné 5, 7 voire même 10 ans.

Cette situation est d'autant plus inacceptable -sans parler des graves problèmes humains qu'elle entraîne- que l'extension de la transformation d'une partie des 650 000 heures supplémentaires effectuées dans l'Education nationale permettrait de créer plus de 15 000 emplois.

Plutôt que de privilégier la préparation d'un référendum démagogique et donc très dangereux, dont il avait pourtant proclamé haut et fort qu'il n'en voulait pas, François Bayrou serait mieux avisé de s'occuper prioritairement des besoins des élèves et des enseignants.

Malheureusement, ce nest pas avec les moyens inscrits dans le projet de budget 96 de l'Education nationale que ces priorités seront prises en compte.

J.G.

Engagements non tenus

Si le projet de loi de finances pour le ministère de l'Education nationale, l'enseignement supérieur et la recherche marque une progression à hauteur de celle de 1995, il n'en traduit pas moins l'abandon de ce qui fut, jusqu'en 1993, une priorité.

Les moyens prévus ne suffiront pas à financer les mesures du «nouveau contrat pour l'école» et ne respectent même pas les financements inscrits dans la loi de programme de juillet 1995, en matière de création d'emplois, tout particulièrement pour l'enseignement scolaire et le second degré.

Quant aux mesures favorables à l'emploi, elles sont dérisoires : les postes créés par transformation d'heures supplémentaires ne seront que 200, contre 500 les années précédentes. Si l'on déduit ces 200 des 1 000 créations de postes affichées, il ne reste en réalité que 800 créations nouvelles.

Alors que le ministre a évoqué devant les syndicats un plan de résorption de l'auxiliariat, rien n'est prévu au budget pour les titularisations. Dans le domaine de la recherche, les crédits de paiement sont en baisse de 1,8 %. Ce sont les moyens des laboratoires qui sont directement amputés.

Baisse du recrutement d'enseignants, chômage des maîtres auxiliaires, gel des salaires : ce budget est même en retrait sur la politique suivie par le précédent gouvernement.

SB

SÉCU : LA DETTE DU PATRONAT

Selon un rapport rendu public par la Cour des comptes, les arriérés des cotisations sociales dues par les entreprises s'élevaient à 90,8 milliards de francs, dont 40 milliards provenant de grandes sociétés et d'entreprises n'ayant pas de difficultés particulières. Cela traduit un manque de clarté et de justice qui s'ajoute à la gestion calamiteuse des comptes sociaux.

CHÔMEURS : DÉGRADATIONS

Pour la première fois depuis 10 mois, le nombre de demandeurs d'emploi est reparti à la hausse : + 0,9 % en août. Malgré le flou artistique des données, le nombre des chômeurs ne baisse pas. Par ailleurs, leur situation se dégrade. Au 31 mars, le montant moyen de l'indemnité versée aux chômeurs était de 4193 F par mois dont 57 % à moins de 4000 F, et seulement 6,7 % à 8000 F ou plus. Sur un an, le nombre des bénéficiaires de l'allocation de solidarité (chômeurs ayant épuisé leurs droits) a augmenté de 8,2 %.. Qui parle encore de situations confortables ?

CROISSANCE RALENTIE

La croissance de l'économie française a fortement ralenti au premier semestre 1995 : la hausse du deuxième trimestre n'atteint en effet que 0,4 % au lieu du 0,6 % escompté. C'est le plus mauvais résultat depuis le premier trimestre 1993, l'année de la récession.

AUSTÉRITÉ

L'OCDE en redemande

Alors que le budget d'Alain Juppé est déjà en contradiction avec les promesses du candidat Chirac et renforce la pression sur le pouvoir d'achat des salariés, l'OCDE incite le nouveau pouvoir à aller encore plus loin.

Dans son dernier rapport, en date du 25 septembre, l'OCDE (voir encadré) s'en prend à ce qu'elle considère comme l'insuffisance des efforts du gouvernement de M. Juppé, ainsi que ceux de son prédécesseur, essentiellement en matière de réduction des déficits publics.

Selon les auteurs du rapport, en l'absence de nouvelles mesures, le rapport du déficit au PIB (produit intérieur brut) ne diminuerait en France que de 1,5 % entre 1993 et 1996, avec une composante structurelle (celle résultant des mesures gouvernementales) de 0,75 %. Ils estiment cet effort nettement inférieur à ceux consentis par le Royaume-Uni et l'Allemagne qui «devraient respecter les critères budgétaires de Maastricht dès 1996», (ces critères fixent la barre de ces déficits à 3 % du PIB).

Or le gouvernement de M. Juppé s'est fixé un plan de route pour réduire les déficits qui consiste à abaisser progressivement leur niveau à 5 % en 1995, à 4 % en 1996 et à 3 % en 1997 : un calendrier que les experts de l'OCDE jugent trop étendu dans le temps. Pire encore, ils s'interrogent sur les chances de succès d'un tel plan, estimant que la France aura, à la fin de 1996, des déficits de l'ordre de 4,5 % et qu'il faudra donc un effort supplémentaire (chiffré à 110 milliards de francs) pour parvenir au seuil fatidique des 3 % en 1997.

L'OCDE multiplie ainsi les coups de griffes à la politique actuellement menée par le gouvernement, comme si elle doutait de sa volonté à rester dans le droit chemin libéral, seul acceptable à ses yeux ! Le Premier ministre aurait mal appris sa leçon. Réduire les déficits en augmentant les impôts ? Cette solution n'est «qu'un pis-aller» déclare l'OCDE car elle n'entraîne, pour l'essentiel, qu'une «redistribution des revenus avec un impact limité sur la création d'emplois. Les hausses des impôts, en effet, risquent de diluer les effets bénéfiques qu'une réduction des coûts de la main-d'œuvre peut avoir sur l'emploi».

Réduction de l'emploi public

Et l'OCDE de proposer des solutions évidentes (pour des libéraux) sans envisager un instant leurs conséquences sociales : «C'est sur les dépenses qu'il faudrait concentrer les efforts.» Soit, mais comment ? Tout d'abord, «en élaguant les postes de dépenses importants, à savoir les rémunérations des fonctionnaires et les dépenses sociales. «Le rapport préconise de «se donner des objectifs de réduction de l'emploi public». «Enfin, la sécurité sociale peut également être redressée», notamment par «une réduction des dépenses hospitalières», (traduisez une baisse du nombre de lits ou un moindre remboursement des assurés sociaux, seuls, une fois de plus, à porter le chapeau).

La chasse aux gaspillages est également ouverte en particulier en matière de transports où, côté dépenses, on pourrait «réduire les ambitions de la politique des transports et utiliser plus efficacement les structures existantes de manière à diminuer les besoins en investissements d'infrastructures» et côté recettes : pratiquer une «tarification plus rationnelle des péages d'autoroutes» (traduisez : augmentation).

Haro sur le Smic

Enfin, aveuglément fidèle à la théorie libérale qui veut que la fiche de paie soit l'ennemie de l'emploi, l'OCDE s'en prend au salaire minimum : la hausse de 4 % du Smic en juillet, c'est beaucoup trop. «Il semblerait plus cohérent d'essayer d'abaisser à terme le salaire minimum par rapport au salaire moyen. Qui plus est, les chiffres sont là !» Et l'OCDE de nous présenter un superbe graphique, aussi clair qu'avantageusement présenté, qui nous fait découvrir un effrayant parallélisme entre le Smic, (pris en tant que pourcentage du salaire moyen) et la courbe du chômage !

On l'aura compris, les conclusions de l'OCDE sont sans appel. Les nôtres aussi et il n'est que de paraphraser un mot célèbre de Disraeli : « Il existe trois types de mensonges : les mensonges, les sacrés mensonges et les statistiques... de l'OCDE».

Frédéric Depétris

Qu'est-ce que l'OCDE ?

Pour faire face aux besoins de la reconstruction de l'Europe au lendemain de la Seconde guerre mondiale, une organisation européenne de coopération économique, l'OECE, est créée en 1948. Elle a pour tâche de répartir les crédits américains issus du Plan Marshall et de favoriser l'accroissement des échanges commerciaux. Mais à la fin du Plan Marshall, elle change de sigle et de finalité. Devenue OCDE (Organisation de coopération et de développement Économique), visant l'aide au développement, elle s'apparente aujourd'hui à un «club» des pays développés. Elle rassemble en effet les 25 pays les plus industrialisés de la planète, c'est-à-dire les 15 pays de l'Union européenne (auxquels s'ajoutent l'Autriche, la Suisse, la Norvège et l'Islande), le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et enfin les trois pays de l'Alena -les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

Or les recommandations que l'OCDE formule, à intervalles réguliers, tant à ses propres membres qu'aux pays en développement, véhiculent ouvertement une idéologie libérale dont les conclusions sont souvent des plus classiques : plus de flexibilité, moins d'impôts, de service public et de protection sociale dans les pays industrialisés ; ouverture immédiate de l'économie et privatisations à outrance pour les pays en développement. De quoi être circonspect devant l'ensemble des propositions d'une telle organisation !

F. D.

Première université d'automne de la Ligue des Droits de l'Homme

Maison internationale -Cité internationale universitaire de Paris

SAMEDI 4 ET DIMANCHE 5 NOVEMBRE 1995
"LA MONDIALISATION"

avec le soutien des revues Alternatives économiques, Croissance et Courrier international.

SAMEDI MATIN

❒ Ouverture : *H. Leclerc, président de la LDH, A. Monchablon*
❒ Table-ronde : *Z. Laïdi, B. Guetta, G. Massiah, J. Roman.*

après-midi

❒ Atelier «mondialisation et économie» : *C. Cheysson, D. Niel, R. Dhoquois, P. Fremeaux, D. Jacquot, J. Pisani-Ferry, Y. Simbron, C.Teule-Martin, M.-C. Vergiat, A. Wallon.*
❒ Atelier «mondialisation, populations et migrations» : *E. Balibar, P. Dewitte, A. Fouchet, D. Lochak, G. Moreau, M. Morokvasic, M. Tubiana, C. Wihtol de Wenden, J.-P. Worms.*

DIMANCHE MATIN

❒ Atelier «mondialisation et communication» : *P. Barrat, J. Martin, J.-M. Boissier, R. de la Brosse, D. Junqua, R. Menard, J. Papet, M. Ronai, C. Troube.*
❒ Atelier «mondialisation et droit international» : *P. Baudoin, M. Bertrand, M. Chemillier-Gendreau, J.-P. Cot, C. Lalumière, A. Pellet, B. Renouvin, O. Russbach, P. Texier, R. Verdier, A. Vivien.*

après-midi

❒ Séance de clôture : *rapports des ateliers ; synthèse des travaux (M. Rebérioux).*

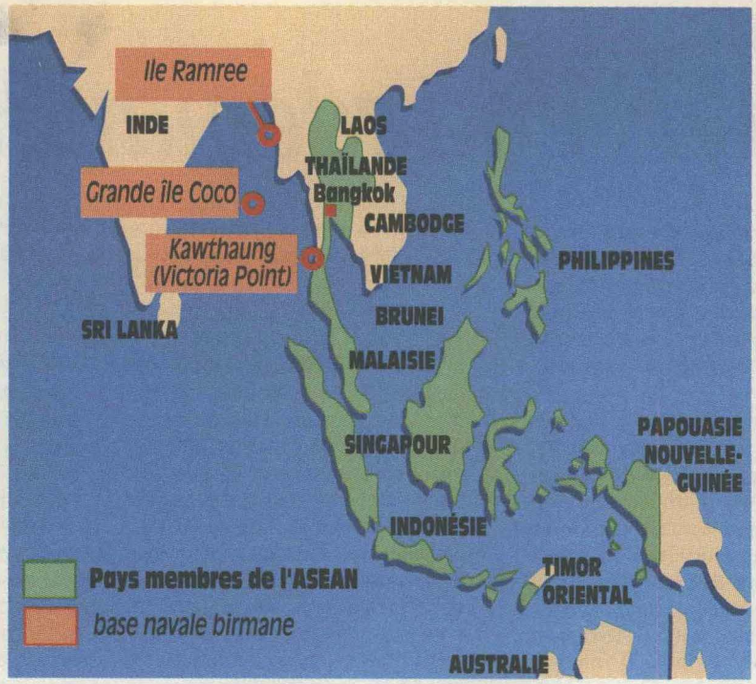
Inscription : 200 F (frais de participation, repas du midi et dossier).
Renseignements et inscription : Bernard Wallon-Philippe Blard. Tél (1) 44.08.87.29.

VIÊT-NAM

La République socialiste du Viêt-Nam, réunifiée depuis 1975, compte 72 millions d'habitants pour 330.000 km2, dont presque 50 % en montagnes granitiques peu cultivables.
Avec Cuba, la RP de Chine, la RPD de Corée-du-Nord et la RDP du Laos, la République socialiste du Viêt-Nam a un régime communiste strict, sous la réserve de l'ouverture économique en cours, initiée dès 1986.
Les principaux investisseurs au Viêt-Nam, en cumulé de janvier 1988 à avril 1995, vont de Taïwan (2,5 Mds de dollars US) et Hong Kong (2,2 Mds de dollars US) à la France (0,51 M de dollars US) et à la Suisse (0,48 M de dollars US).

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Les craintes de l'Asean devant Pékin se basent notamment sur :
- les avancées chinoises vers les bases maritimes birmanes dans le Golfe du Bengale.
- les démonstrations de la marine chinoise aux îles Spratley et Paracels, puis, toujours en Mer de Chine méridionale, les revendications de la RP de Chine sur l'Archipel, actuellement indonésien, des Nantuna (situé au large de Kalimantan. Ex-Bornéo, l'archipel est au cœur d'un immense gisement de gaz.
- Les récentes évacuations des bases US aux Philippines, contrepartie à celles de Camh Ranh (centre du Viêt-Nam) par la flotte de guerre ex-soviétique, ont créé un vide stratégique... dont l'Asean prend une conscience croissante, quitte à l'amplifier actuellement.



VIÊT-NAM :

Bon été diplomatique

En l'espace d'une semaine, Hanoï a paraphé deux traités dont le seul énoncé aurait été impensable voici huit ans à peine... Le 28 juillet 1995, à Bruneï, la République socialiste du Viêt-Nam est devenue le septième membre de l'Asean.

Le 6 août, au terme d'une visite officielle de deux jours, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a inauguré, à Hanoï, la nouvelle ambassade des Etats-Unis, concrétisant la reprise des relations diplomatiques annoncée le 11 juillet par le président Clinton.

Enfin, sur un diapason plus modeste, un accord de rapatriement des 40 000 Vietnamiens encore en Allemagne, fut signé, à Berlin, le 21 juillet.

Si, vis-à-vis des Etats-Unis, les conséquences sont à prévoir dans l'attribution, à court terme, de la clause de la nation la plus favorisée et des larges ouvertures de crédits de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, au profit des infrastructures lourdes, passablement désuètes après 30 années de guerre, les complémentarités avec l'Asean paraissent multiples. Le principal paradoxe de cette entrée dans un univers ultra-capitaliste réside dans la conception, pour Hanoï, d'une volonté de déstabilisation politique infiniment moins nocive de la part des "leaders", Singapour et Malaisie, que de celle prêtée à Washington, dont tout esprit de revanche ne lui paraît pas exclu !

Economiquement, Hanoï escompte de son adhésion à l'Asean une source de devises, notamment par des expatriations de main-d'œuvre et un apport de technologies indispensables pour le proche XXIe siècle.

Enfin, militairement, une complémentarité s'avère très opportune, vu la puissance maintenue d'une armée de un million et demi d'hommes au Viêt-Nam, dont par ailleurs les côtes sont d'un grand intérêt stratégique.

Quant au Parti socialiste français, dont l'attention envers le Viêt-Nam fut toujours soutenue, il se félicite de ce retour de Hanoï dans la communauté internationale, préalable à son évolution démocratique.

Etienne Huchet

ASEAN

Acronyme anglais usuel d'ANSEA : Association des Nations du Sud-Est Asiatique, forte de 6 membres : Bruneï - Indonésie - Malaisie - Philippines - Thaïlande - Singapour, avant l'adhésion du Viêt-Nam. Créée en 1967, sous forte influence des États-Unis, alors en guerre au Viêt-Nam, l'Asean est désormais pleinement indépendante et, hormis ses inquiétudes devant "l'expansionnisme" de la République populaire de Chine -toutefois présente à ses réunions- pèse économiquement lourd avec un "tigre" (Singapour) et trois bébés-tigres (Malaisie - Thaïlande - Indonésie).
Un sommet est prévu avec l'Union européenne à Bangkok, en mars 1996. Augmentée à 420 millions d'habitants avec l'introduction de Hanoï, l'Asean prévoit de s'élargir à dix membres sous quelques années, les candidatures du Cambodge et du Laos étant en bonne voie, tandis que celle de l'union Myanmar (ex-Birmanie) évolue plus difficilement ...
Il faut cependant remarquer les disparités considérables des PIB au sein de l'Asean, de 14.000 dollars US par habitant au sultanat de Bruneï à, sans doute, 200 dollars US au Viêt-Nam ...

PROCHE-ORIENT

Un nouve

On ne peut que se réjouir de la signature, le 28 Septembre 1995 à Washington, des accords de Taba entre Israël et l'Autorité palestinienne. Longtemps attendus, ces accords devraient en effet donner un second souffle à la négociation de paix israélo-palestinienne.

Ces accords de Taba se présentent comme un laborieux compromis de 450 pages qui va faire passer, dans les six mois à venir, les sept principales villes de Cisjordanie, à l'exception de Jérusalem, sous le contrôle total (ou partiel, à Hébron) de l'Autorité palestinienne. A terme, il ouvre la voie à l'élection d'un Conseil de l'Autonomie, à la fin du mois de mars prochain.

On peut noter, par ailleurs, avec satisfaction, qu'Itzhak Rabin laisse entendre, à mots couverts, qu'il n'exclut plus la naissance à terme d'un État palestinien sur une partie de la Cisjordanie et de Gaza.

Il était temps. Le processus de paix a pris près de deux ans de retard, et

Les Socialistes portugais vainqueurs par K.O.

44% pour les socialistes, 34 % pour les sociaux-démocrates, formation gouvernementale de centre droit. Dimanche 2 octobre, les électeurs portugais ont fait un choix clair. N'en déplaise aux sondeurs qui annonçaient un résultat serré. Malgré les commentateurs chagrins qui ont cherché à relativiser le résultat. En dépit des fines-bouches pour qui PS et PSD c'est bonnet blanc et blanc bonnet, une affaire d'hommes.

C'est vrai, les Portugais devaient départager les héritiers du Président socialiste Mario Soares et du Premier ministre social-démocrate Anibal Cavaco Silva. Ils ont préféré le secrétaire général du PS Antonio Guterres. Fernando Nogueira, nouveau leader du PSD, a raté la passation de témoin. Mais la fête spontanée organisée dans les rues de Lisbonne, Porto et Coïmbra avait un autre sens. "Les Portugais" a dit Antonio Guterres, ont dit clairement "qu'ils voulaient un changement serein et tranquille". Les dix années "orange", couleurs du PDS n'ont pas laissé que de mauvais souvenirs. Cavaco Silva a mis un point final heureux à une transition démocratique acrobatique. Il a fait entrer le Portugal dans le club européen. Mais la facture sociale a été lourde. Mario Soares avait tiré la sonnette d'alarme, il y a trois ans. "Beaucoup de Portugais ont un bas niveau de vie", avait-il dit, "il y a un risque social, une richesse ostentatoire et une pauvreté honteuse".

Pour relever ce défi, les Portugais ont écarté le PDS, les messagers du passé salazariste et ceux du fondamentalisme anti-européen. Ils ont choisi la raison, voté socialiste.

J.J. Kourliandsky

au départ pour la paix



l'enthousiasme déclenché par l'accord d'Oslo en septembre 1993 est complètement retombé. Israël, puissance dominante, totalement soutenue par les Etats-Unis, est largement responsable de cette dégradation. Il a manqué à son Premier ministre, depuis le début, la hauteur de vue qui aurait pu dégager l'horizon d'un avenir de partenariat régional et de coopération dont rêvaient les progressistes des deux bords. Au lieu de cela, la négociation s'est embourbée dans la défense, pied à pied, d'intérêts particuliers, et notamment ceux des colons d'extrême-droite d'Hébron, provocateurs fanatiques opposés à toute paix avec les Arabes.

Le résultat en est, du côté israélien : le renforcement des positions de la droite, pourtant divisée et dépourvue de tout projet alternatif porteur de paix et de sécurité. Dans l'opinion, la dynamique de la paix est minée par la conjonction des atermoiements du Premier ministre et des attentats terroristes palestiniens. Du côté palestinien : l'enlisement du processus a déclenché des oppositions violentes et renforcé l'audience des mouvements islamistes auprès des jeunes. L'Autorité palestinienne s'est transformée en un appareil dominé par les partisans inconditionnels de Yasser Arafat et ses services de sécurité. Les démocrates palestiniens, militants de longue date pour la paix et le dialogue, sont sur la touche.

Les villes qui seront évacuées par l'armée israélienne demeureront sous haute surveillance : les colonies installées sur le sommet des collines environnantes sont autant de miradors, et les barrages qui en contrôlent les accès enferment leurs habitants dans autant de ghettos.

Il faut donc espérer que la signature des Accords de Taba, bien qu'accueillie dans l'indifférence, redonnera un élan, à travers les élections de l'an prochain, à la fois au processus de libération et à la mise en place d'un système démocratique au sein d'une société palestinienne déstructurée par 28 ans d'occupation.

Pour que cet accord ne soit pas, comme en sont persuadés la majorité des Israéliens et des Palestiniens, un simple trompe-l'œil, il faudra que les authentiques démocrates et pacifistes des deux bords se mobilisent avec détermination, et reçoivent le soutien, politique et matériel, de la communauté internationale, et avant tout des dirigeants européens, jusqu'ici bien en retrait par rapport à cet enjeu historique.

Marc Lavergne

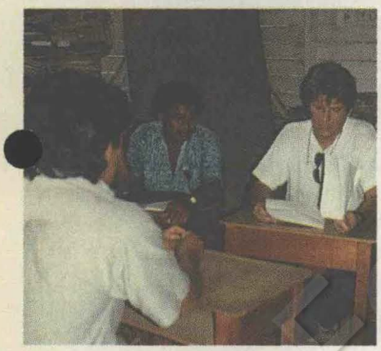
GÉRARD FUCHS

TERRORISME

Il n'y a pas d'excuse au terrorisme, je veux dire à l'action meurtrière ou invalidante dirigée sciemment contre des innocents. Le terrorisme doit être condamné où qu'il soit, en Israël, en Algérie ou en France. Il doit être combattu avec tous les moyens nécessaires. Le premier de ces moyens sans conteste est le renseignement. Identifier les exécutants, remonter les filières, démasquer les commanditaires est primordial. Je ne peux que manifester à cet égard le plus grand étonnement en constatant que les instructions données par le ministre de l'intérieur ont été à ce point imprécises que les procédures utilisées pour arrêter Khaled Kelkal n'ont pas permis de le capturer vivant. Je n'imagine pas une seconde bien sûr que l'objectif ait été de faire un exemple, une image forte, pour convaincre les Français que l'on veillait bien sur eux. Et j'imagine encore moins naturellement que ce que Khaled Kelkal aurait pu dire aurait dérangé les schémas simples sur l'intégrisme qui nous sont présentés aujourd'hui. L'autre moyen nécessaire de lutte contre le terrorisme est de s'attaquer à ses causes. Le rythme auquel s'améliorera la vie quotidienne des Palestiniens de Gaza et d'Hébron est aussi important que l'élimination d'un commando du Hamas. Le nombre d'emplois qui pourront être proposés aux jeunes Algériens est aussi important que la destruction d'un groupe du GIA. L'effort qui sera consenti en faveur de nos banlieues les plus déshéritées est aussi important que le démantèlement du groupe de Vaulx-en-Velin. Si tout cela n'est pas fait aussi, si la recherche de la dignité des hommes et de la justice sociale n'est pas poursuivie, alors ce que nous considérons être un terroriste mort commencera à être appelé par d'autres, martyre. Et l'engrenage qui se met en route peut broyer un nombre considérable de victimes.

COSTA-RICA

Coup de cœur pour Indiens oubliés



Les Costariciens ont refoulé leurs "indigènes" au fin fond des campagnes et de leur mémoire. Peu nombreux à l'arrivée des conquistadores, les Chorotegas, Borucas et Guaymies ont pratiquement disparu. Un petit groupe de résidents français a rencontré les derniers des Cabécares au centre du pays. Ils remuent ciel et terre pour les aider à vivre dans la dignité.

Tayutic, village paisible et coloré, est presque comme les autres. Le drapeau national bleu-rouge-bleu claque devant l'école et le terrain de foot trône au beau milieu des maisons. Mais la rue principale s'achève en mauvais chemin. Quelques kilomètres plus haut, un petit pont métallique ouvre sur un monde perdu. les fils électriques, le téléphone, les canalisations d'eau s'arrêtent ici. La piste boueuse disparaît un peu plus loin au bord d'un petit cours d'eau. Là où survivent les Cabécares de la réserve du Haut-Chirripo.

Denis Glock, instituteur du lycée français de San José, a débarqué là par hasard. Le 22 avril 1991, tout le pays a été secoué par un fort tremblement de terre. Il y a eu pas mal de dégâts. L'ADFE, l'Association démocratique des Français du Costa-Rica, a décidé de faire quelque chose. *" On a sollicité nos connaissances, retourné nos poches et reçu un coup de pouce de Solidarité laïque, explique Denis Glock. Avec nos 30 000 francs, on est allé voir les autorités et l'antenne locale de l'Unesco. Les uns et les autres nous ont envoyés là où personne ne savait ce qui avait pu se passer : chez les Indiens cabécares. En fait, comme ils vivent dans de petites "cases" isolées, il y avait peu de casse. Mais on a été pris à la gorge par l'abandon et le dénuement de ces gens. Il n'y avait pas d'école. Je suis instituteur. On a décidé de construire une école. Avec cet argent on a pu fournir aux parents le matériel nécessaire pour bâtir trois écoles en matériaux traditionnels. Une pompe a été amorcée. Le gouvernement a mis un maître bilingue à disposition. Aujourd'hui il a débloqué de quoi faire une école en dur."*

Benjamin Segura attend le 4x4 de Denis au bord de la piste. Benjamin, conseiller d'éducation indigène, cabécar, fait d'habitude sa tournée des popotes à pied. "L'eau ne manque pas. Et quand j'ai faim, je suce un bout de canne à sucre et je mange des fruits". L'instituteur de Paso Marcos, la première des écoles ouvertes, est venu à leur rencontre là où même la "jeep" ne passe plus. La conversation roule sur les projets. Il faudrait des ponts "de liane" pour que les gamins ne soient pas bloqués quand les gués sont sous les eaux. Il faudrait des livres, du matériel, pour les enfants. Il faudrait un toit décent pour le maître, l'eau courante, il faudrait ... Denis Glock prend la lettre que lui tend Benjamin Segura. L'aide d'urgence de 1991 s'est transformée en projet inscrit dans le long terme...

J.J. K.

Projet d'aide aux indigènes du Chirripo ADFE Costa-Rica. AP. 99-2120. San José. Costa-Rica.

Diffusion CNRS

GRÈVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE LE 10 OCTOBRE

Front uni contre attaque

Les fonctionnaires en ont ras-le-bol d'être considérés comme des privilégiés par le gouvernement. C'est indécent, car c'est faux. La mobilisation est en marche.

Pour la première fois depuis 1986, les fédérations syndicales CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, CGC et CFTC font front commun et appellent ensemble à cesser le travail le 10 octobre. Elles entendent s'opposer à la décision gouvernementale de geler les salaires dans la fonction publique en 1996 ainsi qu'aux menaces qui pèsent sur le régime de retraite des fonctionnaires.

Le 22 septembre, dans une déclaration commune, les sept organisations stigmatisent «cette attaque globale contre les fonctionnaires actifs et retraités». Elles rappellent que «les services publics sont une chance pour notre pays, des outils indispensables pour réduire la fracture sociale qui s'élargit».

Pour sa part, le Parti socialiste a pris position dès son conseil national du 23 septembre : «Le Parti socialiste soutient et s'associe pleinement à ce mouvement et rappelle qu'on ne résorbera pas le chômage en dressant les salariés du secteur privé contre ceux du public, car les mesures qui frappent les uns aujourd'hui pourraient s'appliquer aux autres demain, pas plus qu'on ne comblera les déficits en ponctionnant de nouveau les revenus du travail, c'est-à-dire la consommation, et en affaiblissant la croissance. » Le mouvement s'annonce d'ampleur. Les sections syndicales du secteur public ont décidé de se joindre au mouvement : RATP, SNCF, EDF-GDF, Poste, France-Télécom...

Il est vrai que les fonctionnaires ont toutes les raisons de se sentir agressés. Pendant plusieurs années, ils ont payé leur tribut à la crise (voir tableau ci-dessous). Ils n'ont guère apprécié les explications de leur ministre, M. Puech, qui n'évoque que la progression (au demeurant minime : 1,8 %) du pouvoir d'achat du salaire de base entre janvier 1994 et fin 1995, «oubliant» l'évolution des années précédentes. Après la baisse des années 83-88, le redressement des années 88-93 n'a pas permis de récupérer une baisse de pouvoir d'achat que l'UGFF-CGT estime à 15 % en moyenne par rapport à 1982. Il faut également rappeler que le salaire minimum de la fonction publique est de 5988 F, inférieur de 250 F au Smic, et que ce dernier vient d'être revalorisé de 4 %...

Il y a donc quelque indécence à désigner les fonctionnaires comme des privilégiés, quand en trois ans, de 1991 à 1994, les revenus du patrimoine ont grimpé de 12,6 %.

En plus des problèmes de pouvoir d'achat, les fonctionnaires ont d'autres raisons de se sentir agressés : une inquiétante précarisation de la fonction publique (1,6 million d'agents non titulaires, dont 400 000 CES, selon une étude de l'Ircantec : pour eux, pas de garantie d'emploi) et une menace sur les retraites (passer de 37,5 annuités à 40 ? remettre en cause les régimes des instituteurs, des infirmières ?).

Les propos du président de la République («plus de fonctionnaires c'est plus d'impôts»), ceux de Madelin, dont la teneur est reprise, un budget qui sacrifie l'emploi public : autant de signes d'une attaque en règle, délibérée.

Il s'agit, selon Guy Le Néouannic, secrétaire général de la FEN, de «détourner l'attention et de donner l'illusion qu'on s'attaque aux injustices (...) Une fois de plus les fonctionnaires sont transformés en boucs émissaires».

De fait, alors que des négociations étaient prévues, le gouvernement a choisi d'attaquer frontalement, voire de façon provocatrice, un secteur où le syndicalisme demeure relativement fort, et de tenter de diviser les salariés. Dans une stratégie globale de baisse du coût du travail, on comprend la manœuvre. Sur ce point, le gouvernement est en phase avec les recommandations de l'OCDE qui vient de s'en prendre à la fonction publique française. Mais, entre les injonctions de l'OCDE et celles des marchés financiers, où est l'autre politique annoncée par M. Chirac ?

Serge Briand

Les voilà les privilégiés !

Traitement mensuel brut

Catégorie de la fonction publique	Début carrière	Fin de carrière
Agents administratifs, agents de service technique (Atos)	6.174 F	8.768 F
Ouvriers d'État, maîtres ouvriers	6.307 F	10.918 F
Secrétaires administratifs et contrôleurs	7.413 F	12.879 F
Instituteurs	8.877 F	13.568 F
Professeurs agrégés	9.911 F	25.439 F
Infirmières *	7.733 F	13.690 F

Source : DGAFP-Insee

On le voit les salaires de la fonction publique ne sont pas mirobolants, notamment pour les catégories inférieures.
Ainsi le traitement mensuel net de la fonction était au 1er mars 1995 (moyenne) : catégorie A : 12.800 F - Catégorie B : 9.560 F - catégorie C : 7.210 F - catégorie D : 5.704 F

* Salaires nets avant prélèvement de la CSG et primes comprises.

SAVOIR PLUS

■ *Répartition* : l'ensemble des agents publics (plus de 4,5 millions) se répartit en 3 catégories selon leur type d'employeur.
Les agents de l'État (plus de 2,5 millions soit les 2/3 du total), ceux des collectivités territoriales, communes, départements, régions (1,3 million) et ceux des établissements publics, qu'ils soient de l'État (la Poste, France-Télécom, SNCF...) ou communaux comme les hôpitaux publics (900 000 hospitaliers).

■ *Fonctionnaires* : les fonctionnaires proprement dits sont les agents titulaires de l'État qui ne sont ni magistrats, ni militaires, ni employés des assemblées parlementaires.

■ *Agents non titulaires* : c'est un des grands problèmes de la fonction publique en France. Ils représentent près du quart du total des agents publics, soit 1 million. Leur condition est également très diverse. On distingue :
❒ les agents auxiliaires qui n'ont pas la garantie de l'emploi, comme les 15 000 maîtres auxiliaires non réemployés cette année.
❒ les contractuels qui ont passé un contrat à durée déterminée (CDD) ou indéterminée (CDI) avec l'État. On compte aujourd'hui plus de 300 000 CES.
❒ les vacataires (agents payés à la vacation, c'est-à-dire à l'heure ou à la pièce) qui sont souvent des agents à temps partiel.



en règle

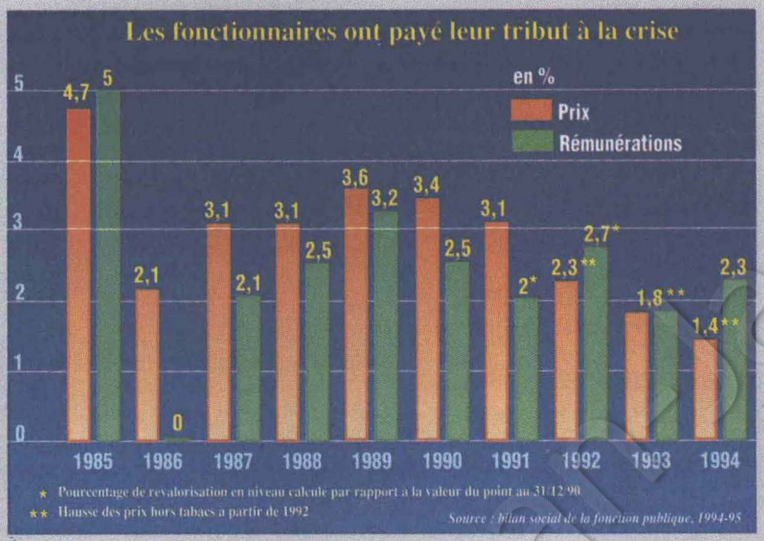
Le gouvernement nous trompe. Se fonder sur une période aussi courte que les trois dernières années pour affirmer que les rémunérations des fonctionnaires ont nettement progressé est une méthode pour le moins fallacieuse.

Il est indéniable en effet que le pouvoir d'achat des fonctionnaires a progressé davantage que celui des salariés du privé entre 1993 et 1995. Mais cela s'explique par le fait que le taux de croissance des rémunérations du privé fluctue en fonction de la conjoncture : ainsi a-t-il sensiblement diminué en 1993 et 1994 du fait de la hausse du chômage, d'un moindre recours aux heures supplémentaires et du développement du chômage à temps partiel qui caractérisent les périodes de ralentissement économique.

Mais si les salaires des fonctionnaires sont moins sensibles à la conjoncture, cela est aussi vrai dans les périodes de forte croissance !

Aussi faut-il s'intéresser à l'évolution sur le long terme (voir tableau). On constate de manière flagrante que les revenus des fonctionnaires ont progressé moins vite que les prix dans les années de reprise où l'inflation a été forte (de 87 à 91) et qu'ils avaient été bloqués (déjà !) lors de l'arrivée de la droite au pouvoir en 1986.

Ainsi sur 10 ans (hors mesures de revalorisation de la fonction publique), le pouvoir d'achat des fonctionnaires a diminué.



3 QUESTIONS À ANICET LE PORS, ANCIEN MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Comment réagissez-vous aux attaques du gouvernement contre les fonctionnaires ?

Après avoir fait sa fortune électorale sur la «fracture sociale», Jacques Chirac n'a rien eu de plus pressé que de s'en prendre aux fonctionnaires. C'est profondément injuste et malhonnête.

Injuste car les fonctionnaires ne sont pas les nantis de cette société : leurs salaires sont pour le plus grand nombre modestes ; un fonctionnaire de catégorie B, par exemple, gagne en général 25 % de moins qu'un cadre moyen du privé, à qualification égale. La garantie de l'emploi est une condition du principe de continuité du service public en même temps qu'un droit élémentaire de la personne humaine. Le scandale est qu'il ne soit pas reconnu à tous alors que la Constitution en fait un droit fondamental.

Malhonnête, car il s'agit pour le pouvoir actuel de faire diversion à l'enrichissement scandaleux d'une minorité par le profit, la spéculation ou la corruption.

Mais le poids de la crise ne risque-t-il pas de peser exclusivement sur les autres salariés ?

Cela pose le problème de l'organisation sociale que l'on veut et des moyens que l'on met en œuvre pour servir l'intérêt général. J'ai toujours défendu l'idée que le service public, au-delà de la fonction publique, devait être une grande référence sociale en matière de modernité, de rationalité et d'équité. C'est ce que tend à établir le statut général des fonctionnaires, c'est toute l'école française du service public, avec ses principes fondamentaux d'égalité, de continuité, de laïcité...La négociation salariale dans la fonction publique porte référence pour près de la moitié de la population active. Plus les revendications des fonctionnaires seront élevées et efficaces, plus les autres salariés pourront en bénéficier. Pour la raison exactement inverse, le gouvernement veut faire un exemple pour inciter le patronat à une plus grande rigueur.

Est-ce que des évolutions du statut de la fonction publique sont souhaitables ?

Je m'honore, comme ministre de la Fonction publique de 1981 à 1984, d'avoir contribué à fonder sur des bases solides ce que l'on voudrait faire passer aujourd'hui pour des privilèges. Ces bases, ce sont celles du statut général des fonctionnaires, modernisé, étendu aux agents des collectivités locales et aux hospitaliers. Sans doute des attaques lui ont-elles été portées depuis par la droite, mais l'édifice tient bon.

Cette conception que nous avons en France, nous sommes à peu près les seuls à l'avoir en Europe. Si l'on veut faire l'Europe, ce qui est reconnu souhaitable par une majorité, il faut bien prendre conscience que cela ne peut être, sur des points aussi fondamentaux, que de manière conflictuelle, à travers des étapes et des débats. Ce sont des défis qu'il faut accepter parce qu'ils peuvent être féconds. Mais il ne faut pas sous-estimer la difficulté que cela représentera de sauvegarder ce qui nous semble participer de notre conception de la République.



RATP

Six syndicats (Autonomes, CGT, UGICT-CGT, FO-exécution et FO-ATMIC et CFDT) appellent à un arrêt de travail de 24 heures le 10 octobre. Ils entendent protester contre les menaces qui pèsent sur leur statut, leur régime de retraite et de protection sociale.

SNCF

Déjà mobilisées contre le prochain contrat de plan (grève le 21 septembre), cinq fédérations de cheminots (CGT, CFDT, FO, FGAAC et FMC) appellent à la grève le 10 octobre.

SÉCURITE SOCIALE

La CGT et FO appellent les agents des organismes de sécurité sociale à s'associer à la grève unitaire des fonctionnaires. L'action portera notamment sur les salaires, bloqués depuis le 1er août 1993.

EDF-GDF

Les trois fédérations CGT, CFDT et Force ouvrière ont constaté «des convergences entre la situation de la fonction publique et des entreprises nationalisées, notamment dans les domaines de la défense du service public, du développement de l'emploi, de la nécessité de réduire le temps de travail, de la politique salariale». Elles appellent leurs organisations et le personnel à participer aux arrêts de travail et aux initiatives interprofessionnelles du 10 octobre.

POLICE

Cinq syndicats de police (FASP, CGT, FO, CFDT et CFTC) appellent les personnels à un «gel des procès verbaux (PV)», le 10 octobre, et invitent les agents administratifs et techniques de la police à se mettre en grève ce jour-là.

MANIFESTATION PARISIENNE

Pour la première fois à l'unanimité, les unions régionales Ile-de-France CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU et UNSA ont appelé ensemble à manifester à Paris, le 10 octobre. Le cortège partira de la Bastille, à 11 heures, pour se diriger vers la place Saint-Augustin.

CINQ MILLIONS D'AGENTS

La fonction publique emploie cinq millions d'agents, soit 20 % de la population active : 2,2 millions dans la fonction publique d'État, 215 000 dans les établissements publics, 493 000 à la Poste et à France-Télécom, 1,3 million dans la fonction publique territoriale et 830 000 dans la fonction publique hospitalière (chiffres 1992).

COUP de CŒUR et de CROC

DUO EN TRAIN

Un auteur qu'on a eu raison de suivre, c'est Yasmina Reza. Sujet : une rencontre dans un train. Huis clos d'un écrivain (Michel Aumont) et d'une lectrice (Françoise Fabian). Après "Art", mais écrite avant, une petite pièce en duo, "l'Homme du hasard" *(1)*, sur le regret et l'informulé. Reza et sa musique en interligne, qui confirme qu'elle est une grande. Avec un zeste d'amertume en plus.

(1) Théâtre Hébertot - 78 Bd des Batignolles 75017 Paris - du 10/10 au 31/12.

A L'ÉCOUTE DE LABROUSSE

Ernest Labrousse, le révolutionnaire-historien, "père de l'histoire économique et sociale" aurait 100 ans. France-Culture lui a consacré deux excellents "Profils perdus", par Jeannette Patzierkovsky. Vous écouterez le dernier jeudi 12 octobre, de 21h30 à 22h30, "l'enseignant" avec Madeleine Rébérioux.

LA CULTURE SELON LE FN

On s'y attendait : la mairie FN d'Orange vient de frapper à la culture. Déjà en bagarre avec les "chorégies d'Orange" (festival lyrique), elle vient de couper la subvention (1,5 M) du Centre Mosaïque, convention de 3 ans. Motif officiel : économies. Motif inavoué : Mosaïque avait monté en août une "Nuit de la Méditerranée" avec le chanteur algérien Khaled. Bien que cette "nuit" eut été jugée "à risques" par le maire, celui-ci n'avait pas osé l'interdire. C'était l'époque du profil bas. Trois mois pour se dévoiler.

LA PHOTOGRAPHE DES EXCLUS

La sœur de la danseuse Mireille Nègre, Marie-Paule Nègre, a mérité le prix Niepce 95 pour l'humanité impitoyable de ses photos d'exclus, de SDF, de taudis : "Les contes de la misère ordinaire" *(1)*. Le Secours populaire lui avait demandé des clichés. Elle a quadrillé la France des démunis : chaleur et justesse d'émotion. C'est tristement gai, ce travail d'une photographe humaniste. Allez-y, bouleversement assuré.

Centre national de la photo - 11 rue Berryer Paris 75008 - jusqu'au 30 octobre.

J.V.

TRAN ANH HUNG :

"Le néocolonialisme menace



Le metteur en scène Tran Anh Hung en tournage

Avec "Cyclo", son second film, Tran Anh Hung, jeune metteur en scène vietnamien, vient d'obtenir le Lion d'Or au festival de Venise. Violence et néoréalisme. Un artiste exigeant, se réclamant de De Sica, Bresson et Scorsese, parle de son pays.

Après des études de philosophie, Tran Anh Hung décide de faire du cinéma et entre à l'école nationale Louis Lumière. Ensuite, il passe quatre années à écrire des scénarios, tout en étant vendeur à la librairie du Musée d'Orsay. Avec l'aide du CNC, il tourne un court métrage produit par Christophe Rossignon. Pendant le tournage, il lui propose "L'odeur de la papaye verte". Tout de suite accepté, ce premier film obtient la Caméra d'Or à Cannes et le second, "Cyclo", vient, lui, de recevoir la plus haute récompense à Venise. Ce cyclo, vélo-taxi très répandu en Asie, appartient à un jeune homme pauvre et plutôt courageux. Mais, pour rembourser cet instrument de travail qu'on vient de lui voler, il se trouve pris dans l'engrenage du crime au cours d'une descente aux enfers filmée sans complaisance.

L'audace des angles de prise de vue et l'utilisation des couleurs qu'il transforme en véritable matière première vivante témoignent de la richesse de l'univers de Tran Anh Hung.

Quelle impression vous a donné la population d'Ho Chi Minh-Ville ?

L'impression d'une grande fatigue. Les gens travaillent trop et, comme rien ne change, leur moral est atteint. A cause de cette fatigue morale, certains sont capables du pire. On remarque un mélange extraordinaire de violence et de douceur, de rire et de tragique. A Hanoï, la violence est encore pire. Des voyous terribles, qui ne discutent pas, qui frappent tout de suite. A Ho Chi Minh-Ville , si quelqu'un sort son couteau, vous pouvez discuter et finalement vous retrouver autour d'un verre. A Hanoï, non.

Je crains plusieurs dangers. D'abord le néocolonialisme, avec l'arrivée massive des moyens financiers. Les Américains ont des projets d'urbanisme inquiétants. Ils veulent créer des lieux richissimes réservés aux Occidentaux, d'où les Vietnamiens seront refoulés. D'autre part, je crains aussi que s'installe une variante asiatique du capitalisme sauvage avec gouvernement autoritaire, comme à Singapour.

La relation fils-père constitue l'un des thèmes de votre film. Au Viêt-Nam, ce lien n'est pas le même qu'en France...

Il s'appuie sur le culte des ancêtres. C'est très simple : chaque individu doit vivre correctement, pour léguer à ses enfants un héritage de bonté. Le personnage du poète est essentiel. Comme il ne supporte pas la pauvreté, il vend son âme et devient criminel. Quand il voit arriver le cyclo et sa sœur, pour lui, ce sont des êtres innocents. Il va donc les plonger dans le monde du mal, crime et prostitution, pour voir comment réagit l'innocence. Ce n'est pas un film pessimiste, puisque le cyclo se retrouve, à la fin, dans la même situation qu'au début, mais en s'étant armé moralement. Je ne veux pas d'un film fermé, qui impose une explication, mais plutôt d'une sorte de réceptacle d'émotions et de sensations que j'ai eues du Viêt-Nam. C'est au spectateur d'interpréter.

Vous vous situez dans la lignée de trois films. "Le voleur de bicyclette" de De Sica, de "Taxi driver" de Scorsese et du "Pickpocket" de Bresson...

Ces films m'ont aidé à travailler. La situation du Viêt-Nam d'aujourd'hui ressemble à celle de l'Europe

Cinéma — Le hussard sur le toit



"La vie de château", " Le sauvage", "Les mariés de l'an II", "Tout feu, tout flamme" et "Cyrano" : cinq films en vingt-cinq ans. Jean-Paul Rappeneau ne se presse pas. Car, pour lui, tout est important. L'écriture du scénario, d'abord, confiée à Nina Companeez et à Jean-Claude Carrière. Le tournage ensuite, qui, comme le scénario, doit avoir du punch. Fan de jazz, Rappeneau veut que ses films aient du rythme, qu'ils aient le swing. Il a réussi la gageure d'adapter la fresque épique de Jean Giono tout en rendant hommage à la beauté de la nature et de la Provence qu'avait si bien décrites l'auteur.

Le hussard Angelo (Olivier Martinez) parcourt la Provence, traverse villages et bourgs à pied ou à cheval. Il protège et aime en secret la jeune Pauline (Juliette Binoche, lumineuse) lancée elle aussi sur les routes à la recherche de son mari. Aventures de cape et d'épée, poursuites policières, western romantique, marivaudage sur fond de catastrophe, ce film en costume recrée l'ambiance de fin du monde provoquée par une terrible épidémie de choléra en Provence, en 1832.

Le tournage aura duré six mois, dans soixante lieux différents. Comme pour "Cyrano", Rappeneau a réussi une adaptation sur laquelle beaucoup d'autres avaient trébuché avant lui. En effet, "Le Hussard sur le toit", bien que salué comme un chef-d'œuvre lors de sa parution en 1951, fit partie, pendant 40 ans, des livres réputés inadaptables, tout comme "À la Recherche..", "Voyage au bout de la nuit" ou "La condition humaine".

C.P.

le Viêt-Nam"

d'après-guerre, qui a donné naissance au néoréalisme. Le vol du cyclo, au début, vient du "Voleur de bicyclette" et il est montré d'une manière néoréaliste dans son rapport très fort avec la société et le monde du travail. Ensuite cela dévie vers le côté religieux du "Pickpocket", puis vers la violence de "Taxi-driver".

Cette violence ne risque -t-elle pas de donner aux spectateurs une image inexacte du Viêt-Nam ?

Effectivement ma position est très inconfortable, puisqu'aujourd'hui je suis le seul à faire des films sur le Viêt-Nam montrés à l'Occident avec une certaine diffusion. On me demande de donner une image complète de cette contrée, c'est impossible. J'aurais préféré que mes films s'inscrivent sur un arrière-plan de cinématographie nationale qui donne d'autres points de vue. Il faudrait attendre que j'ai fait vingt films et qu'à côté de moi dix autres en fassent autant, pour commencer à avoir une représentation correcte de ce pays. Cette fois-ci, j'ai traité un thème précis, et j'ai voulu aller au bout du sujet. Demain, je ferai peut-être un film d'une grande douceur sur le Viêt-Nam. Et ce ne sera pas en contradiction. Ce sera un autre aspect.

Vous venez d'obtenir, pour votre second long métrage, le Lion d'Or à Venise. Que ressentez-vous ?

Je le reçois comme une grâce. J'ai la sensation de ne pas mériter ce don, qui arrive trop tôt, trop vite. Cela m'oblige à être encore plus exigeant avec moi-même. Pour "Cyclo", ce devait être quelque chose d'extrême et j'ai pris énormément de risques. J'attends avec beaucoup de crainte et d'anxiété l'accueil du public. Parce que ce film est difficile, complexe, il demande une grande participation au spectateur, qui doit fouiller dans sa propre vie intérieure. Pour mon prochain film, "Alcool de riz, crevettes séchées", j'aurai aussi cette exigence. Je voudrais tourner à Hanoï pour capter le charme de cette ville le plus vite possible avant qu'elle ne change sous l'effet d'un nouvel urbanisme.

> **"Pour «Cyclo», ce devait être quelque chose d'extrême et j'ai pris énormément de risques"**

Propos recueillis par Claude Polak

"Cyclo"
2h00.
Int. -12 ans
Film franco-vietnamien de Tran Anh Hung

Télé Média — L'image accusée

Qui ne se souvient du bouleversant reportage sur "M6" en janvier, "Voleurs d'Yeux" ? Sujet passionnément inquiétant de l'Agence CAPA, réalisé avec talent par Marie-Monique Robin, prix Albert Londres 95, sur le trafic d'organes en Amérique Latine, surtout en Colombie. On y voyait en particulier 5 minutes du film concernant un petit Colombien de 13 ans aux orbites vidées de ses yeux qui, selon sa mère, lui avaient été volés à l'hôpital Saluzer-de-Vileta de Bogota, quand il était bébé. Et chacun de conclure que, la cornée étant une denrée très demandée aux Etats-Unis comme en Europe, nous avions un exemple de ce trafic, sachant que l'énorme demande augmentait de 2000 par an et que les pays pauvres en étaient fourvoyeurs.

Se déclenche alors une curieuse campagne : les autorités colombiennes, l'hôpital incriminé, via l'agence d'information américaine USIA, se déchaînent, accusant la reporter d'avoir payé la mère de Jaison. Qu'est-ce qui les trouble tant ? Qu'à l'image de la Colombie déjà ternie par la drogue s'ajoute ce trafic inhumain ? Contre-attaque : 3 experts français examinent le gosse expédié à Paris par Bogota. Leur diagnostic : Jaison est aveugle à la suite d'une infection, pas d'un vol de cornée. Cela comble les Colombiens et nombre de mandarins français qui rechignent à reconnaître le trafic. En attendant des expertises contradictoires, nous ne pouvons juger. Certes, Marie-Monique Robin voit son prix Albert Londres mis en cause. Certes, elle n'apporte pas de preuves judiciaires, de "flag". Certes, elle n'a pas recoupé médicalement son enquête. Certes, son commentaire manquait de la rigueur nécessaire. Certes, elle a pêché par trop de rapidité ... Mais 5 minutes de "légèreté" sur un reportage sérieux de 50 minutes gomment-elles la vérité ? Des médecins français ont saisi le Conseil de l'Ordre sur l'origine criminelle des greffons et la Colombie se tait sur la disparition de 4 100 enfants. Avec 5 minutes de film contestées, peut-on faire du "révisionnisme" sur ce trafic d'organes connu mondialement ? Un parallèle qu'on pourra trouver osé : si au tribunal de Nuremberg, où les faits étaient si manifestes qu'on pouvait se passer de millions de témoins, la défense avait produit un faux rescapé d'Auschwitz dont le témoignage eut été non fiable, cela eut-il supprimé la réalité de l'holocauste ?

Est-ce à rapprocher d'une autre affaire qui agite le monde de la télé ? La "Preuve par l'image" a été précipitemment retirée de FR2. On accuse le réalisateur Aziz Zemouri d'avoir "bidonné" un sujet-caméra cachée sur le trafic d'armes en banlieue. La scène aurait été reconstituée avec jeunes d'une MJC et armes fictives.

Ici non plus, nous ne pouvons nous prononcer. Mais nous savons bien, audimat oblige, que la télé est en partie un immense trucage de l'image, tendant au "reality-show". Paul Nahon, excellent journaliste et directeur du Magazine à FR2 avoue lui-même : "Lorsque je regarde la télé, je ne sais plus ce qui est réel (...) et ce qui est reconstitution." Et le charnier-bidon de Timisoara, et PPDA avec son faux interview de Castro, et le faut E.T. de TF1, et même les rires enregistrés, n'est-ce pas du trucage ? Nos vessies téléspectratrices ne sont plus des lanternes, mais des phares !

Jean Vermorel

COUP de CŒUR et de CROC

"MÔMO" À LA BASTILLE

Ne courons pas aux pièces "à succès, des théâtres médiatisés", les Parisiens le font pour nous. Ne parlons pas de "La dernière salve" face à face de Musée Grévin maigré un Brasseur très Napoléon, ni de "Panique au Plazza" pantalonnade sur mesure pour Clavier (manquons-nous de vaudevilles pour aller en acheter à Londres ?), ni de l'éternellement délicieuse Darrieux dans le retour du gentillet et surfait "Harold et Maud". Le "Figaro" qui encense les pièces faciles susdites, écrit : "Il est naturel de ne pas aimer Artaud". C'est une raison supplémentaire pour aller soutenir "Histoire du roi Totaud" *(1)*. Les bien-pensants rejettent Antonin Artaud, dit "Môme" et son théâtre de la cruauté. Cela effraie, l'imprécation et la fureur rebelle contre tout. Y compris la maladie et la folie. D'après plusieurs textes adaptés, "Suppôts et supplications" et "Pour en finir avec le jugement de Dieu", c'est l'univers hystérique et ricanant d'Artaud que Jean-Baptiste Sastre a mis en scène en un superbe défi éruptif. Et un excellent comédien à suivre, Eric Caravaca.

(1) Théâtre de la Bastille - 19H30 - 76 rue de la Roquette - 75011 Paris - jusqu'au 22 octobre.

J.V.

A VOIR AUSSI

Dimanche 8 ARTE 22h55 à 0h40	ORSON WELLES Après "Citizen Kane" (20h50) deux documentaires sur le génial Orson : "Welles et Hollywood" ou ses rapports orageux avec les studios et "L'homme orchestre", de Vassili Silovie sur ses vingt dernières années : des archives inédites.
Lundi 9 CANAL + 20h35	"L'UNIVERS DE JACQUES DEMY" Un documentaire émouvant sur l'auteur des "Parapluies de Cherbourg", créateur sensible et mari d'Agnès Varda, qu'on ne cessera de regretter.
Mercredi 11 ARTE 20h40	"LIBAN, NOS GUERRES IMPRUDENTES" de Rauda Chahal Sabbag Docu-poème d'une jeune réalisatrice sur son désamour pour une ville morte. 17 ans de guerre à la première personne, la chute de la "Maison Beyrouth" filmée avec souffrance.
Jeudi 12 ARTE 20h40 à 23h40	"DE QUOI J'ME MÊLE" : le sport, un monde sans pitié de Daniel Leconte. Une "story" sur des dessous peu reluisants avec débat. A 22h15, docu de Maurice Najman :"DOPAGE : LE MUR DU SILENCE". Rassurons-nous, il ne s'agit que de l'Allemagne. Mais tout y est dévoilé. Un exemple accablant.
Vendredi 13 FR3-21h50	"Faut pas rêver" produit par Georges Pernoud. Dans ces toujours bons reportages d'évasion, il y a de quoi rêver ...

Déclaration du bureau national du Parti socialiste

Depuis juin 1994, Henri Emmanuelli a la responsabilité entière de notre parti, en tant que Premier secrétaire. Nous affirmons qu'il a mené en concertation avec le trésorier, l'assainissement rigoureux des finances du Parti socialiste, malgré les difficultés de toutes sortes.

Dans ses précédentes fonctions de trésorier, Henri Emmanuelli a mis en place le nouveau dispositif que créait la loi de juin 1990, voulue et votée par les socialistes. Il a fait de notre organisation la première à publier ses comptes, à fournir des budgets complets et transparents et à constituer très rapidement une association de financement (agrément officiel le 7 novembre 1990). Il a enfin décrit la réalité financière de la vie politique avant cette période devant une commission d'enquête parlementaire et décidé au plus vite la liquidation d'URBA, ce qui paradoxalement le conduisit, en notre nom, devant un tribunal.

Aujourd'hui, nous espérons que tous les partis politiques tiennent une comptabilité aussi claire que celle du Parti socialiste et qu'ils ont tiré, aussi courageusement et aussi complètement, un trait sur le passé. Depuis la mise en place des nouvelles structures dans le courant de l'année 1990, chacun peut lire dans nos comptes à livres ouverts. Ils sont à la disposition de la Justice, comme ils le sont de la presse.

C'est pourquoi nous exprimons notre solidarité pleine et entière à l'égard de Henri Emmanuelli dans cette nouvelle épreuve. D'autres défis préoccupent les femmes et les hommes de ce pays et la vie politique ne peut se résumer à un retour sur les modes de financement de tous les partis avant 1990

4 octobre 1995

Communiqués du Parti socialiste

AIR FRANCE

En diffusant un message publicitaire à une heure de grande écoute, manifestement destiné à discréditer aux yeux de l'opinion un mouvement de grève lancé par une partie de son personnel, la direction d'Air France, non seulement manque singulièrement d'élégance, ce qu'après tout on ne peut exiger d'elle, mais en outre, a pris une lourde responsabilité en participant au dénigrement permanent des salariés du secteur public qu'organise le gouvernement. Il ne semble pas en effet que la vocation d'une entreprise publique consiste à attaquer le rôle des syndicats, l'exercice du droit de grève et moins encore son personnel.

Le Parti socialiste s'étonne et condamne l'emploi de telles méthodes incompatibles avec le développement d'un dialogue social, dont les entreprises publiques devraient être les figures de proue. Il ne doute pas que la compagnie nationale mettra les mêmes moyens à la disposition de son personnel pour que celui-ci fasse entendre son point de vue que rien n'autorise à mépriser. Si, comme on peut l'imaginer, la direction parfois autoritaire du groupe n'y consentait pas, sans doute faudrait-il considérer qu'engagée dans un effort de rigueur financière, elle aurait pu s'épargner les dépenses d'une propagande anti-syndicale aussi caricaturale.

28 septembre 1995

Bureau national aux élus locaux de l'agglomération lyonnaise

Le décès de Khaled Kelkal a déclenché parmi les jeunes de la banlieue lyonnaise un certain trouble. Il est évident que les images diffusées ont considérablement amplifié le sentiment de malaise et de tension dans la population. La seule voie d'avenir qui s'offre à ces jeunes, français ou maghrébins, est celle de l'intégration dans une société à laquelle ils appartiennent, et qui doit leur donner les moyens de vivre dignement. Les apprentis sorciers qui leur tiennent un discours contraire, les abusent et ne font en réalité que leur nuire.

La population musulmane de France, qui compte environ 4 millions de personnes, est partisane d'un islam modéré et respectueux des lois de la République. Elle ne demande qu'à vivre en paix. Elle ne peut être assimilée à des manipulateurs avides de haine, et on voit bien le risque que ferait courir un tel amalgame que nous dénonçons solennellement.

Nous saluons le travail des élus locaux et des acteurs de terrain confrontés aux difficultés rencontrées au quotidien, accentuées par l'absence d'une politique de la ville déterminée et dotée de moyens suffisants, depuis plus de deux ans. Il importe donc de lui redonner les crédits nécessaires et de la rendre de nouveau indissociable d'une politique nationale permettant de traiter les grandes priorités de notre société : emploi, éducation, logement, formation ; ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

4 octobre 1995

Gérard Fuchs, Secrétaire national aux relations internationales

GUINÉE ÉQUATORIALE

La publication des résultats officiels des élections municipales en Guinée Équatoriale, dix jours après le scrutin, a hélas confirmé les inquiétudes exprimées par le Parti socialiste français sur les risques de manipulation des résultats.

Alors que la victoire de l'opposition était patente, l'ancien parti unique s'est attribué les deux-tiers des municipalités, admettant toutefois sa défaite dans la capitale, Malabo.

Le Parti socialiste estime que les autorités françaises doivent faire les plus fortes pressions sur les autorités équato-guinéennes pour que soient rétablis les résultats réels du scrutin.

29 septembre 1995

CHÔMAGE

Les chiffres du chômage, publiés aujourd'hui, méritent une interprétation prudente en raison de la fragilité et de l'imprécision des méthodes de comptage qui gênent toute vraie lisibilité.

Malgré ce flou artistique, le nombre global de chômeurs ne baisse pas, tandis que le chômage de longue durée continue sa lente et dramatique progression : là est le vrai péril national qui met à mal la cohésion de notre pays.

Ce constat ne saurait malheureusement surprendre, compte tenu de la politique économique suivie, fondée sur une inégalité sociale croissante et une compression de la consommation populaire.

Dans ces conditions, le Parti socialiste juge encore plus indécentes les initiatives gouvernementales consistant à engager pour les besoins d'une certaine démagogie, la traque contre "les faux chômeurs".

29 septembre 1995

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Du 22 au 25 septembre, le Parti socialiste a accueilli, à Paris, une délégation du Parti social-démocrate tchèque dirigée par son président, Monsieur Milos Zeman.

Les entretiens ont permis de confirmer la convergence de vue des deux partis sur les grandes questions du jour, notamment en ce qui concerne l'intégration future de la République tchèque dans les structures de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe occidentale.

La coopération des deux partis va être renforcée dans le cadre de l'Internationale socialiste, au sein du Parti des socialistes européens, ainsi que par des consultations régulières.

Un appui technique sera assuré au parti tchèque dans le domaine législatif, portant sur les lois de caractère moral, tels que le blanchiment de l'argent sale, les délits d'initiés, l'évasion d'impôts, le financement de l'action des partis politiques et le juste accès aux médias des partis notamment lors des campagnes électorales. Cette coopération s'appuiera sur l'expérience acquise lors de la décentralisation et la mise en place des pouvoirs locaux et régionaux dans la perspective de jumelage de villes, voire de régions.

25 septembre 1995

Communiqué d'Henri Emmanuelli Premier secrétaire du Parti socialiste

Des accusations portées par un ancien député mettent en cause le Parti socialiste, à travers son financement, à la fin des années quatre-vingt. Je ne souhaite pas plus commenter les propos de M. Jean-Pierre Destrade, tels qu'ils sont rapportés aujourd'hui, que je n'ai fait de commentaires sur les déclarations qu'il faisait hier. Je tiens simplement à répéter que, comme il l'a déjà affirmé, le PS n'a jamais reçu de financement en espèces et qu'à la connaissance de celui qui fut son trésorier, il n'a jamais eu de compte à l'étranger.

3 octobre 1995

Communiqué d'Isabelle Thomas Secrétaire nationale à la vie associative

Un homme, fut-il Premier ministre, à la présidence de l'Observatoire de la parité entre les hommes et les femmes... ça commence mal !

En prenant connaissance de la création de cet Observatoire, le Parti socialiste relève quelques "ratés" qui incitent à la vigilance.

En premier lieu, l'attribution de la présidence à Monsieur Juppé ne paraît pas sérieuse : Premier ministre, de surcroît maire de Bordeaux, il est déjà suffisamment occupé pour prendre la place ... d'une femme.

En second lieu, s'il faut effectivement se préoccuper d'une égalité bien à la traîne entre hommes et femmes, ce n'est pas d'un Observatoire dont on a besoin. On connaît malheureusement trop bien les écarts de salaire existant entre hommes et femmes, la précarisation accrue des femmes, plus souvent touchées par le chômage, plus souvent employées à temps partiel. On connaît aussi l'humiliante proportion de femmes dans la représentation politique (au Parlement national, comme dans les assemblées territoriales).

Ce n'est pas d'un Observatoire dont les femmes ont besoin. C'est de réformes ! Et pour les initier, la moindre des choses eut été de nommer un ministre aux Droits des Femmes.

Enfin, le Parti socialiste sera vigilant quant à la nomination des 18 membres de cet Observatoire. Nous souhaitons que toute leur place soit faite aux associations féministes qui ont lutté depuis des années pour l'égalité. Le terme d'"associations féminines" employé dans le communiqué du Conseil des ministres nous semble pour le moins inapproprié.

Quoiqu'il en soit, le Bureau national du Parti socialiste a décidé d'appeler à la manifestation du 25 novembre prochain, organisée à l'initiative de la CADAC, pour défendre l'aspiration des femmes à l'égalité et leur détermination à protéger le droit à la contraception et à l'avortement.

28 septembre 1995

Publicité de guerre ?

L'utilisation par une entreprise nationale d'un conflit, qui l'oppose à certains de ses salariés, dans une campagne de publicité télévisuelle, soulève l'écœurement de tous ceux qui, un jour, se sont opposés à des restructurations, des plans sociaux, des pressions patronales... Cette manœuvre pose de nombreuses questions. Le message tente de faire croire que la partie des salariés qui manifeste par la grève aurait choisi la mort de leur entreprise.

Impensable pour tous salariés. Cette "publicité" devient donc mensongère. Ne devrait-elle pas être punie par la loi ? La catégorie de personnel montrée du doigt -à travers ses organisations syndicales- est jetée en pâture aux clients et aux contribuables.

L'entreprise n'essaye plus, à travers ses messages, de vendre un produit. Elle désigne, a priori, les coupables d'une mévente toujours (sûrement ?) possible. Elle se défausse, elle-même, de ce qui pourrait ne pas "coller" dans son produit. Pas d'erreur de conception, de marketing, d'appréciation des coûts, nous dit-elle, mais quelques salariés égoïstes, responsables, télé-désignés de l'état actuel, voire futur, de ses finances.

La publicité "politique", connue aux États-Unis, est toujours interdite à la télévision française. À travers cette manœuvre n'a-t-on pas assisté à l'arrivée du spot politique en lieu et place d'un spot commercial ? Certaines affiches d'un fabricant de pull-over ont soulevé l'indignation parce que, pendant la vente, l'épidémie continuait... Où était le "droit de dire" des malades, l'espace "publicitaire" où ils pouvaient parler de ce qu'ils vivaient (et pensaient du "message") ? De même, où trouvera-t-on l'espace où les salariés diront pourquoi ces deux jours-là, ils n'ont pu accueillir leurs clients ? Droit de réponse du pot de terre où es-tu ? Et enfin, comment ne pas être abasourdi par le niveau actuel des relations sociales dans cette entreprise. En quelques secondes il y a tout : effet de surprise, suspicion, propagande, satisfecit, désinformation, délation...

N'assiste-t-on pas à une déclaration de guerre par télé interposée ? Contre les salariés plutôt que la concurrence.

S. B.
93-Noisy-Le-Grand

Monsieur le préfet de Police,

"Samedi 30 septembre 1995, j'ai participé à la manifestation contre la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique. Militant du Parti socialiste, j'ai donc défilé dans le cortège avec mon organisation, et c'est à ce titre que j'ai apposé sur mon blouson un "sticker" édité par mon parti et dont la légende est la suivante : "Des crédits pour l'emploi, pas pour les essais nucléaires". Vous l'admettez aisément, il s'agit là d'un slogan qui ne remet en cause ni l'État, ni l'honorabilité du président de la République .. Vers 17h30, afin d'éviter la cohue dans le métro, à la station Bastille, je me suis dirigé vers la gare de Lyon, accompagné de mon fils de 12 ans. À hauteur de l'Opéra Bastille, un cordon de gendarmerie mobile bloquait le trottoir. Un gendarme m'a coupé le passage en me demandant de retirer mon autocollant. Face à ma surprise, il s'est d'ailleurs excusé, et j'ai senti chez lui combien il comprenait le ridicule de la situation. Face à mes multiples demandes d'explications, un gradé est arrivé et m'a menacé d'un "refus d'obtempérer" si je ne m'exécutais pas tout de suite. C'était, soi-disant, "les ordres" et "toute personne quittant le secteur de la manifestation y était contrainte" (sic). Ce qui m'a le plus choqué, c'est que mon fils de 12 ans a été également contraint d'ôter son autocollant "Greenpeace" de son béret, ainsi qu'un badge montrant une colombe de la paix bleue sur fond blanc, sans légende. J'ai interdit à mon fils de céder à cette seconde mesure d'intimidation,... et je suis passé sans qu'aucun fonctionnaire ne m'en empêche". (...)

Philippe Decrulle
94-Nogent-sur-Marne

Le bon sens

Lecteur assidu de «Vendredi», j'ai apprécié la page débat sur «Fallait-il aller à Pékin ?». Bravo pour l'idée de faire s'exprimer des avis divergents.

Continuez dans ce sens, notre hebdo intéressera de plus en plus.

Didier Guillaume
26-Bourg-de-Péage

Trop, c'est trop

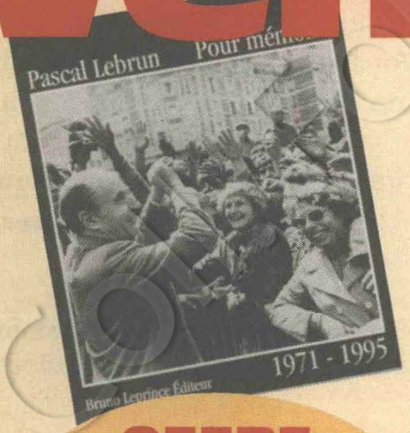
Grâce aux bienfaits du nouveau gouvernement ; et bien qu'exonérée d'impôts, cela fait déjà deux mois que l'on a amputé mon allocation logement de 283 F (1004 F au lieu de 1284 F précédemment), ainsi que mon allocation vieillesse de 78,08 F (486,50 F au lieu de 564,58), donc au total 361,08 F, ce qui paraît peut-être une misère vu du trône d'un Premier ministre, mais ampute mon siège, à moi, d'un pied. Bonjour l'équilibre budgétaire!

Et alors,... cerise sur le gâteau, on annonce bien sereinement, sans aucune gêne ni honte, que tous les retraités devront payer des impôts sur le revenu. Et avec probable injonction à payer dans les plus brefs délais, ou alors gare au bâton! C'est la première fois de ma vie que j'écris pour crier mon indignation. Car, tout comme moi, vous le savez probablement, arrivée à une certaine période de la vie, qui a le triste nom de vieillesse, les frais et soins médicaux suivent une courbe toujours plus ascendante.

Je remercie le PS ainsi que tous les partis ouvriers et vous salue bien bas de toutes mes convictions profondément nationales, malgré tout.

Renée Vandevoorde
06-Levens

Vendredi



OFFRE SPÉCIALE

340 F

Abonnement
1 an à Vendredi
+
"Pour mémoire"
l'Album souvenir
de Pascal Lebrun
=
400 F

DOM-TOM/CEE : 400 F - AUTRES PAYS : 600 F - INSTITUTIONS : 500 F ABONNEMENT SEUL : 280 F

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Edition de l'an 2 000". Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse

p Mme
p Mlle
p M.

Nom .....
Prénon.....
Adresse.....
.....
.....
Ville.....
Code postal.....
Signature :

N°259

ANNONCES CLASSÉES



Association pour le Développement de la Santé

Association loi 1901 à but non lucratif,
proche Bordeaux, gérant :
centre de soins infirmiers à domicile,
service de soins infirmiers à domicile aux personnes âgées,
office mandataire d'aide à domicile,

RECHERCHE INFIRMIÈRE COORDINATRICE

expérience CDSI et SSIDPA souhaitée,
CDI -temps plein- convention collective

poste à pourvoir le 1er octobre 1995 au plus tard.

Adresser :
- **lettre de motivation**
- **CV avec justificatifs et photo**

avec la mention "personnel" sur l'enveloppe à :
Monsieur le Président -ADS-
127 cours du Général de Gaulle -33 170 Gradignan.

VILLE DE SAINT-DIÉ-DES-VOSGES

(Vosges)
Sous-préfecture 24 000 habitants
recrute par voie de mutation ou inscription sur liste d'aptitude

10 gardiens de Police municipale

MISSIONS :
- **respect des arrêtés municipaux**
- **surveillance des équipements publics**
- **sécurité publique**
- **îlotage de jour et de nuit**
- **relation avec la police d'Etat.**

PROFIL :
- **aptitude au travail de nuit**
- **aptitude relationnelle**
- **connaissance des pouvoirs de police du maire**
- **sens de l'organisation et des responsabilités**
- **sens de la discipline**
- **tenue irréprochable**
- **vocation à passer le brevet de secourisme.**

Adresser candidature manuscrite avec CV et photo à :
Monsieur le Maire, Secrétariat général
BP 275-88107 Saint-Dié-des-Vosges cédex

☞"De toi à moi"✍

E M P L O I

H 30 ans, Sciences-Politiques Paris, maîtrise de droit - 4 ans d'expérience dans les secteurs logement, politique et social cherche un poste de Directeur de cabinet, assistant parlementaire, chargé de mission. Tél 45 77 53 23 (répondeur).

Jeune homme 30 ans, étudiant en médecine, recherche place commerciale dans industrie pharmaceutique. Tél 46 06 40 32.

Ex-attaché parlementaire, exp. coll. locales, dévelop. éco, soc. cult, comm, relat. publiques, ch. urgt. poste contractuel ds coll. locale et publ, local, secteur assoc. ou privé, grande dispo. préf. Bretagne - Grand ouest-Paris tél 96 70 34 49 (rép.).

D'origine chilienne, je vous propose des cours d'Espagnol pour tous niveaux.
Tél : 48 37 23 72 après 20 H.

Etudiante recherche garde de personnes âgées, soutien scolaire, ménage. Disponible le soir à partir de 18h30 et les week-end, sur Paris et proche banlieue exclusivement. Tél 42 52 51 05.

I M M O B I L I E R

93 St-Denis - je vends F2 tout confort - cuisine aménagée - habitable sans frais - faibles charges 395.000 F. Tél (16-1) 48 09 95 12.

A vendre, maison de village, à prox. de l'A.75, à 4h de Paris : séjour, cuisine avec cheminée, 3 chambres + 1 mansardée (avec 2 cheminées), 1 salle d'eau, 1 WC, très grande cave. Prix : 230.000 F - tél 73 89 03 71.

D I V E R S

A ne pas rater. Collection complète des œuvres de François Mitterrand. Il s'agit de la 1ère édition aujourd'hui épuisée. Les 12 volumes sont en parfait état. Valeur 2000 F - vendue 1500 F. Contact le soir après 20 H au 43 26 88 57.

votre annonce de 5 lignes pour 200 F, 3 passages 500 F

Retourner le texte de votre annonce accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Vendredi

à Vendredi, service publicité,
10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07.
Tél 45 56 79 03

Écrivez votre texte ci-dessous : max. 245 signes

Pour recruter, une seule stratégie

Vendredi

Vous êtes une collectivité locale, un conseil général ou régional, une entreprise, Vendredi vous propose de communiquer avec nos 348 000 lecteurs.

Pour annoncer un événement culturel important : Vendredi !

Pour connaître nos conditions d'insertion, écrivez à Franck Accart, "Vendredi", service publicité

10 rue de solferino 75333 Paris cedex 07
Tél 45 56 79 03

collection Jean Lara

Bulletin récapitulatif de vote individuel

Question n° 1 : Souhaitez-vous que Lionel JOSPIN devienne Premier Secrétaire du Parti Socialiste ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

LES IDÉES : DÉBAT ET DIALOGUE

Question n° 2 : Approuvez-vous la démarche globale et les thèmes qui vous sont proposés pour conduire notre réflexion collective ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 3 : Quels thèmes souhaitez-vous ajouter à ceux qui vous sont proposés ?

.....

.....

.....

.....

Question n° 4 : Etes-vous favorable à ce que le Parti Socialiste participe à la constitution d' "espaces de coopération" avec toutes les forces de gauche et les écologistes autour de discussions sur des thèmes communs et d'actions concrètes sur des objectifs identiques ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

LE PARTI : DÉMOCRATIE ET OUVERTURE

Question n° 5 : Approuvez-vous l'élection des principaux responsables du Parti (Premier Secrétaire National, Premiers Secrétaires Fédéraux, Secrétaires de Section) au scrutin direct et secret par tous les adhérents ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 6 : Approuvez-vous ce nouveau mode de désignation du Conseil Fédéral ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 7 : Approuvez-vous ces nouvelles dispositions destinées à faciliter l'adhésion ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 8 : Approuvez-vous la suppression du délai de six mois d'ancienneté pour voter ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 9 : Approuvez-vous la constitution d'organisations thématiques au sein du Parti ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 10 : Approuvez-vous l'inscription dans les statuts de l'objectif de parité hommes / femmes ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 11 : Approuvez-vous la proposition de calculer désormais la représentation des Fédérations sur la base du nombre d'adhérents effectifs?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 12 : Approuvez-vous ces dispositions destinées à abaisser et à harmoniser le prix des cotisations ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 13 : Approuvez-vous ces mesures tendant à renforcer la participation des sympathisants à l'activité du Parti ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 14 : Approuvez-vous cette proposition de participation plus grande des jeunes à la vie du Parti ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 15 : Approuvez-vous la création de nouveaux organismes associés au sein du Parti ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 16 : Approuvez-vous la création d'un Comité Economique et Social auprès du P.S. ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 17 : Approuvez-vous la réalisation d'une charte éthique qui engage tous les militants du Parti ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Question n° 18 : Approuvez-vous la nécessité de clarifier le rôle, la place et la contribution des élus vis à vis du Parti ?

❒ OUI ❒ NON ❒ ABSTENTION

Collection Jean Jaurès

Notre score à l'élection présidentielle et les résultats du dernier scrutin municipal, qui nous a donné la meilleure implantation locale de notre histoire, montrent que le Parti socialiste est redevenu le plus grand parti de notre pays, la principale force d'opposition démocratique.

Pour répondre aux espérances
il faut prolonger cet élan,
amplifier cette dynamique.

Pour préparer l'alternance,
pour offrir
une véritable alternative,
le Parti socialiste a choisi
de s'ouvrir
et de se renouveler
en appelant
tous les hommes
et les femmes de gauche
à le rejoindre dès maintenant.
Venez construire avec nous
le grand parti de la gauche,
du progrès, de la justice sociale.



REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE

Nom : ..... Prénom : ..... Adresse : .....

.....

❒ Je souhaite adhérer au Parti socialiste.

❒ Je désire prendre contact avec la fédération socialiste de mon département.

Pour aider le Parti socialiste, je verse la somme de .....francs (Chèque à l'ordre de l'AFPS)

A renvoyer au : PARTI SOCIALISTE (BNA) 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07.

Découpez - photopiez - distribuez - Découpez - photopiez - distribuez - Découpez - photopiez - distribuez -